

[Text]

Mr. Kindy: Yes, but how would you explain [B]that we have to have about 25% of foreign graduates to be professors and the United States only 1% and France less than 1%? Is it because of their cultural policy or for what reason?

The Chairman: May I answer that? Forgive me. I think I am perhaps the best qualified in the room to respond to that. It is very simple, Alex. Most of our Canadian graduate schools were not doing graduate work. I remind you that when I happened to get mine back in 1952, it was almost unheard of for an engineer to ever have a Ph.D. They thought we were some funny kind of new thing that was on the market. We probably were.

• 1935

So when the baby boom hit, we had no people prepared to teach in Canadian institutions. We had no backlog. All the people who were there, the older types, had got their degrees elsewhere. The Americans had graduate schools in place for 50 years. So did the Brits, so did France.

Mr. Kindy: Yes. But the thing is . . .

The Chairman: We had to import the whole works.

Mr. Kindy: —it has not diminished—the percentage. It is still the same.

The Chairman: No, no. It is going down. It is going down all the time. As our graduate schools cranked up . . . you cannot hire a foreign person now without going through a tremendous immigration hassle. You have to hire Canadian. Immigration will not let you import anybody unless you know no Canadian is available.

Mr. Kindy: My second question concerns exchanges with the Soviet Bloc. What is your feeling about it?

Mrs. Larose: Personally, I feel there was a distinct reluctance in the scientific community in Canada to sustain exchanges with the Soviet Union, not after Afghanistan but after Prof. Sakharov, and the Canadian scientific community did not want to receive visitors from the Soviet Union because that was a source of irritation, annoyance, and chagrin to them. At the same time, it seemed to me rather short-sighted totally to cut off all of our academic contacts with the Soviet Union, because we immediately cut off one of our best channels of not only communication but also knowledge of what was going on. Academics do get to go to a lot of places and talk to a lot of people and find out things that officials might not always find out and are able to come back and report; and I think we have cut that off entirely.

The Americans took the same official stance as Canada did. In fact, their academic exchanges immediately after January 1980 were reduced slightly. But they have now come back to their original proportion, and more; and I think they realize they have benefited from not closing the barriers.

[Translation]

M. Kindy: D'accord; mais comment expliquez-vous le fait que le Canada compte 25 p. cent de professeurs étrangers, alors que les États-Unis ou la France n'en ont que 1 p. cent? Est-ce dû à leur politique culturelle ou à d'autres raisons?

Le président: Puis-je répondre à cette question? Excusez-moi. Je crois que je suis peut-être le mieux placé dans cette salle pour répondre à cette question. C'est très simple, monsieur Kindy. La plupart de nos universités canadiennes n'offraient pas de programmes d'études universitaires du deuxième cycle. Je vous rappelle que lorsque j'ai obtenu mon doctorat, en 1952, personne, ou presque, ne savait qu'un ingénieur pouvait avoir un doctorat. Ils pensaient tous que c'était quelque chose de nouveau qui était apparu sur le marché. C'était vraisemblablement le cas.

Ainsi, lorsque la génération d'après-guerre est entrée à l'université, les institutions canadiennes n'avaient pas de professeurs canadiens. Nous n'avions aucune réserve. Tous ceux qui étaient là, les plus vieux, avaient obtenu leurs diplômes ailleurs. Les Américains avaient des universités du deuxième cycle depuis cinquante ans; les Britanniques et les Français également.

M. Kindy: Oui, mais l'ennui . . .

Le président: Nous avons dû faire appel aux étrangers.

M. Kindy: . . . c'est que ce pourcentage n'a pas diminué; il est demeuré le même.

Le président: Non, non. Ce pourcentage diminue. Il diminue constamment. Nous avons maintenant des universités du deuxième cycle, et ces universités ne peuvent engager d'étrangers sans passer par les services de l'Immigration, qui font tout un tintouin. Ils vous disent qu'ils faut engager des Canadiens. Les services de l'Immigration ne vous autoriseront pas à faire appel à l'étranger si un Canadien peut remplir ce poste.

M. Kindy: Ma deuxième question porte sur les échanges avec les Soviétiques. Qu'en pensez-vous?

Mme Larose: Personnellement, je crois que la communauté scientifique du Canada a longtemps hésité à organiser des échanges avec l'Union soviétique, non pas après les événements d'Afghanistan, mais après l'affaire Sakharov; la communauté scientifique canadienne n'a pas voulu inviter d'universitaires soviétiques, car cette affaire les irritait, les gênait et les embêtait. Mais il m'a semblé peu judicieux de rompre tout contact universitaire avec l'Union soviétique, car nous avons immédiatement rompu avec une de nos meilleures sources, non seulement de communication, mais de savoir en général. Les universitaires voyagent beaucoup, parlent avec beaucoup de gens et arrivent à savoir des choses que les autorités ne découvrent pas toujours et avec qui nous pouvons ensuite en parler; et nous avons rompu cette source entièrement.

Les Américains ont adopté la même position que le Canada. En fait, leurs échanges universitaires ont commencé à diminuer dès janvier 1980. Mais la situation est maintenant devenue normale, et même plus, et je crois qu'ils se rendent compte qu'ils ont bien fait de ne pas couper tous les ponts.